Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1976)**

Heft 348

PDF erstellt am: **02.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Que pensent les libéraux?

En Suisse alémanique, il n'y a pas de radicaux, mais des libéraux (Freisinnige ou Liberale). Nombreux sont les économistes qui font partie de ce parti et leur prose est largement répandue, ce qui permet de constater que leur appréciation de la situation économique est loin d'être uniforme.

DP a cité à plusieurs reprises le professeur Silvio Borner, de Saint-Gall. Il convient de mentionner également le professeur Würgler, de l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich et président d'une importante commission fédérale d'étude de la conjoncture. Dans une conférence donnée à Schaffhouse, cet éminent spécialiste a violemment attaqué la politique économique gouvernementale et a notamment prononcé une phrase qui a fait le tour de la presse : « Il ne doit pas y avoir de chômage si ceux qui détiennent le pouvoir politique n'en veulent pas ».

D'extraits de son exposé, publiés dans « Schweizerische Finanz Zeitung » (2), nous extrayons encore ce passage : « C'est pourquoi il me paraît fondé d'introduire un droit au travail dans les droits sociaux à prévoir lors de la revision de la Constitution fédérale. Bien qu'une initiative constitutionnelle (socialiste — réd.) ait été repoussée autrefois en votation populaire, il faut renouveler la tentative parce que le droit au travail est en fait un des droits fondamentaux de l'homme. »

Dans un discours prononcé peu après, à Schaffhouse également, et reproduit partiellement par « Finanz Zeitung » (4), le conseiller fédéral Brugger a rejeté l'accusation professorale en relevant que c'est une fuite en avant que de faire assumer aux puissances occultes, aux méchants garçons et aux politiciens incapables la responsabilité du fait que ce monde ne se présente pas comme un jardin d'Eden exempt de problèmes.

A Berne, un économiste socialiste, Beat Kappeler, a esquissé, dans une conférence au Centre d'éducation ouvrière, les grandes lignes d'une politique économique du Parti socialiste qui serait une vraie alternative à la politique économique des partis bourgeois. « TW » a donné un compte rendu dont nous retenons un point, celui selon lequel il ne s'agit pas de créer un capitalisme d'Etat, mais de démocratiser l'économie.

— Le journal de la FTMH en allemand « SMUV Zeitung » a actuellement un tirage contrôlé de 75 215 exemplaires. C'est remarquable.

— A noter dans le numéro du week-end du « Tages Anzeiger » une double page consacrée à la liberté d'expression politique des professeurs (reflets d'un séminaire organisé il y a peu sur le thème « Liberté des enseignants et liberté d'enseignement dans nos écoles » — un thème qui, à lui seul, situe déjà le climat régnant dans les écoles zurichoises). Le quotidien zurichois reproduit côte à côte les exposés présentés, d'une part par le socialiste Adolf Muschg (professeur de littérature allemande à l'Ecole polytechnique) et, d'autre part par le président du Parti radical du canton de Zürich, Rudolf Friedrich. Une confrontation qui éclaire de façon spécialement intéressante le débat actuellement en cours à ce chapitre pour le moins délicat outre-Sarine.

Dans le magazine du TA, une note de lecture sur des livres destinés aux enfants et aux adolescents, et dont la particularité est de donner un nouvel éclairage du tiers monde.

— A relever dans le supplément « politique et culturel » de la « National Zeitung », trois articles ou notes :

a) une synthèse sur l'importance (commerciale et culturelle) de la critique de la littérature ;

b) une étude circonstanciée sur l'essor de la « video », à la fois comme expression artistique et nouveau moyen de communication de masse, et comme instrument pour une « action sociale » d'un type inconnu jusqu'ici ;

c) le point, rapide, sur l'organisation actuelle de la télévision par câble en République fédérale allemande.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

A trop vouloir embrasser...

« Le suicide socialiste » par Jean-François Revel (« Express » du 12 janvier 1976), extrait de son livre « La Tentation totalitaire ».

D'un point de vue « socialiste », ce livre devrait (nous) plaire puisque, pour une part, il se présente comme une critique du « communisme », et comme un avertissement amical à l'adresse des socialistes.

Le communisme ? « ... le stalinisme est l'essence du communisme », « ce qui varie, ce n'est pas le système stalinien, c'est la rigueur plus ou moins grande avec laquelle il est appliqué... » (remarquons en passant que c'est presque mot pour mot ce que les communistes, et plus encore les gauchistes disent du capitalisme et de la bourgeoisie : « le fascisme est l'essence du capitalisme », etc.) (remarquons aussi que c'est également la thèse de Soljenitsyne, qui cependant va plus loin, ajoutant que le stalinisme est l'âme du marxisme, et le marxisme l'âme de toute la pensée de gauche, ou peu s'en faut !).

Et les arguments qu'il avance sont considérables... Toutefois, d'une part, qui veut trop démontrer ruine sa démonstration. Et d'autre part, comme pour Soljenitsyne déjà cité, c'est en fin de compte au socialisme (qu'il prétend « avertir ») qu'il s'en prend, et le capitalisme qu'il défend.

Qui veut trop démontrer... : « Le rapport Khroutchev fut prononcé à huis-clos, à l'usage de la seule hiérarchie, et ne fut jamais publié en URSS, ni spontanément dans la presse communiste occidentale, sinon par bribes, après qu'il eut fait le tour du monde dans la presse « bourgeoise », écrit Revel. On pourrait se demander par quel miracle ce rapport, « à l'usage de la seule hiérarchie » et prononcé devant le Soviet suprême, a pu faire « le tour du monde dans la presse bourgeoise »...

Mais il y a plus grave : Revel défend en fait le système capitaliste — et si ses arguments sont

bons, on ne peut que s'incliner... Mais sont-ils convaincants ?

« Somme toute, écrit-il en bon disciple du professeur Schaller, le capitalisme industriel, après avoir, pendant trois ou quatre décennies, créé les conditions d'une exploitation des enfants sans doute plus inhumaine qu'auparavant, a été le système qui l'a fait disparaître, tout comme il a progressivement ramené la durée du travail de quatorze ou douze heures à huit ; de six ou parfois sept jours par semaine à cinq ; de douze mois par an à onze ou à dix et demi, selon les professions. » (« Express », p. 46.)

Or, indépendamment du fait qu'en ce qui concerne le travail des enfants, Revel semble mal connaître l'Italie, par exemple, de telles affirmations ignorent purement et simplement toute la question du tiers monde, du colonialisme et du néo-colonialisme : si nos prolétariats, c'est vrai, ont eu droit à quelques bribes du festin, c'est aux dépens de ce tiers monde exploité jusqu'à la corde...

J. C.

VAUD

Rolle: sauvez la réforme!

Dans deux ans et demi, les premiers élèves sortiront de la zone-pilote de Rolle. Le projet initial a subi plusieurs modifications qui vident en partie le projet de son sens, notamment par l'introduction précoce des cours à niveaux (début de la 5e année) et des options (début de la 6e).

Pourquoi ces modifications ? Pour que l'élite (= les futurs universitaires) puisse entrer normalement dans l'un des gymnases lausannois, dont l'immobilisme n'est pas l'une des moindres caractéristiques. Signalons, à l'intention de tous ceux qui douteraient encore du fait que tout notre système scolaire est conçu en fonction de la minorité qui va poursuivre des études longues, que l'introduction prématurée des cours à options a été justifiée par la nécessité d'avoir quatre années de latin avant l'entrée au gymnase. On a donc créé une option « latin ». Puis il a bien fallu en trouver deux autres (« italien » et « sciences appliquées ») pour occuper les élèves non latinistes !

Des élèves comme avant

Le Département a ainsi été amené à modifier l'expérience uniquement pour que les quelques Rollois qui iront suivre un gymnase lausannois puissent le faire sans être désavantagés. Et comme, à Rolle, on n'aime pas les demi-mesures, il ne serait guère étonnant que l'on ait décidé de préparer, pour les meilleurs élèves de 8e et de 9e, des programmes qui ressembleront fort à ceux de première année de gymnase. Quand le directeur de la zone de Rolle aura pu démontrer que les « élèves rénovés » ne sont pas différents des volées traditionnelles (traduisez : ils réussissent aussi bien au gymnase), il pourra affirmer avec conviction : la réforme est bonne, tout est comme avant.

Des critères différents

Une solution différente était — est encore — envisageable ; elle consiste à prendre un autre point de comparaison que le gymnase actuel. Pourquoi ne pas envoyer en 1978 les Rollois au gymnase de Vevey qui devra, lui, se modifier pour accueillir les Veveysans sortant de la zone-pilote ? Ces élèves permettraient à quelques professeurs de faire une expérience utile à l'ensemble des maîtres l'année suivante.

Il semble qu'actuellement le Département ne veuille pas entendre parler de cette solution. Serait-ce parce qu'il n'aurait plus de prétexte pour refuser une profonde remise en cause, sur le plan du contenu de l'enseignement, du système sélectif qui est le nôtre ?

Coordination romande : théorique et pratique

Les enfants de toute la Suisse romande bénéficient depuis trois ans d'un enseignement rénové de mathématiques. Contenu différent, méthodes nouvelles ont exigé du corps enseignant primaire un gros effort de recyclage.

Les maîtres chargés de donner cette formation avaient reçu la consigne d'annoncer à leurs collègues que leurs futures classes comprendraient 25 élèves au maximum, conformément aux dispositions prévues par la Conférence interdépartementale romande pour la coordination de l'enseignement (CIRCE).

Dans le canton de Vaud, des inspecteurs, par zèle ou par conviction, cherchent à augmenter les effectifs des classes pour diminuer le nombre de postes (la loi le leur permet d'ailleurs, qui fixe l'effectif maximum à 32 élèves !). C'est ainsi que, pour 87 élèves de première année, un inspecteur lausannois a refusé d'ouvrir quatre classes de 21 ou 22 élèves, préférant trois classes de 29 enfants. Et, pour revenir à l'enseignement des maths modernes, peu importe si ces enfants de sept ans doivent, entre autres, perdre une heure pour déplacer les tables et libérer l'espace nécessaire aux différents jeux permettant une approche concrète de la théorie des ensembles. Du moment que les parents ne disent rien et que les enseignants se résignent !

A NOS LECTEURS

Avec la parution de ce numéro prend fin le délai que nous vous avions proposé pour l'opération traditionnelle de fin d'année « abonnements-cadeaux », opération qui se conclut, il faut le dire, sur un bilan exceptionnellement favorable. Merci !

Avis aux abonnés qui n'auraient pas encore renouvelé leur abonnement pour 1976 : en vous hâtant de verser 40 francs à notre CCP (voir en première page), vous soulagez les nerfs des responsables du budget de DP et vous simplifiez le travail de l'administration; d'une pierre deux coups donc !